Séance publique du 19 septembre 2005

Délibération n° 2005-2934

commission principale : développement économique

objet : **Convention avec la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) pour développer les coopérations interentreprises - Subvention**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques et internationales

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 août 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

La coopération interentreprises : un enjeu pour conforter les PME-PMI de l'agglomération

La démarche Grand Lyon, l'esprit d'entreprise repose sur la volonté des acteurs institutionnels d'œuvrer ensemble, de rechercher des synergies entre investissements publics et initiatives privées afin de favoriser le développement économique.

Une vingtaine d'actions, pilotées par l'ensemble des six structures qui prennent part à la démarche, sont en cours.

L'une d'entre elles consiste à développer les coopérations interentreprises et les alliances entre les PME-PMI. Elle est conduite par la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) depuis maintenant deux ans.

L'enjeu majeur de cette action, qui est menée à l'échelle de l'agglomération lyonnaise, repose sur la capacité à sensibiliser les entreprises du territoire à se rapprocher pour créer de nouvelles alliances, ceci afin de les rendre plus compétitives. En effet, pour peser sur les décisions des grands donneurs d'ordres internationaux, le tissu économique lyonnais, constitué essentiellement de sous-traitants, doit se mobiliser pour renforcer les alliances entre les entreprises.

Le rappel

La Communauté urbaine, par la délibération n° 2003-1197 en date du 19 mai 2003, a décidé d'engager une action avec la CGPME. Une subvention, pour l'année 2003, a été versée à ce titre pour un montant de 66 265 €. De plus, la Communauté urbaine, par la délibération n° 2004-1884 en date du 10 mai 2004, a versé une subvention à la CGPME, pour l'année 2004, d'un montant de 60 000 €.

Le bilan de l'année 2004

Afin d'animer le projet global, la CGPME a monté un groupe de travail qui a réuni des chefs d'entreprises, des associations d'industriels et des praticiens de la coopération interentreprises. Quatre réunions plénières se sont tenues au cours de l'année 2004.

Dans ce cadre-là, deux axes de travail avaient été proposés par la CGPME :

- les actions de sensibilisation auprès des entreprises

Organisation de dix conférences regroupant au total deux cents PME sur le territoire pour les sensibiliser sur les formes de coopérations interentreprises (action conduite avec la chambre de commerce et d'industrie de Lyon),

- les projets

Mise en place de quatre groupes de travail :

- . la mutualisation des achats (douze réunions),
- . l'élimination des déchets sur les zones industrielles de Lyon sud-est (sept réunions),
- . l'organisation des réponses en groupement aux appels d'offres publics (dix réunions),
- . la mise en place de coordinateurs aux ressources humaines dans les zones d'activités.

Le programme de travail 2005-2006

La CGPME propose à la Communauté urbaine de continuer son action, notamment sur les quatre expérimentations identifiées lors de l'année 2004. La CGPME envisage de faire vingt réunions sur les quatre sujets. L'objectif, pour 2005-2006, est de contribuer à la naissance d'un système de coopération territorial et interprofessionnel qui devra :

- se faire sur un même territoire,
- être pérenne dans la durée,
- se doter d'une structure d'animation,
- être soutenue par les acteurs locaux : collectivités territoriales, services publics décentralisés, développeurs économiques, consulaires, organismes de formation et de recherche.

La CGPME propose de piloter cette action :

- en continuité avec les objectifs initiaux du groupe de projet,
- en cohérence avec d'autres groupes de la démarche Grand Lyon, l'esprit d'entreprise (requalification des zones d'activités et animation locale),
- en synergie avec de nouveaux partenaires potentiels (acteurs de la formation et de la recherche, institutions),
- en accompagnant des coopérations sur le terrain,
- en mutualisant les résultats et les informations.

Il est proposé à la Communauté urbaine de participer à la réalisation de cette action.

Le financement des actions

Le plan de financement prévisionnel proposé par la CGPME est le suivant :

Dépenses (en €TTC)		Recettes (en €TTC)	
dépenses externes, consultants	30 000	CGPME	37 400 (temps homme valorisé)
animation, coordination CGPME	95.400	Communauté urbaine	55 000
ingénieries compétences	25 000	Région	55 000
secrétariat	20 000	Ademe	21 000
communication	16 000	Agence de l'eau	5 000
frais de fonctionnement	7 000	GDF	15 000
total	193 400	total	193 400

La Communauté urbaine propose de verser à la CGPME une subvention de 55 000 € pour réaliser le plan d'actions 2005-2006 ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission développement économique ;

Ouï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que dans le paragraphe "Le bilan de l'année 2004" point n° 1, il convient d'ajouter :

"Une conférence (70 participants) a été organisée le 1er avril 2004, sur le thème de la sensibilisation à la coopération interentreprises.

Un guide des bonnes pratiques sur la coopération (ainsi que des plaquettes) a été édité en 2004. Ce guide est disponible sur le site Internet de la CGPME et il est téléchargé par de nombreuses entreprises.

Participation de la CGPME au salon Alliance en 2004. Rencontre avec des entreprises pour les sensibiliser sur le thème des coopérations."

Dans le paragraphe "Le programme de travail 2005-2006", avant "il est proposé à la Communauté urbaine de participer à la réalisation de cette action", il convient d'ajouter :

"Les actions de la CGPME s'inscriront dans la stratégie de la Communauté urbaine et une meilleure connexion avec les actions d'animation locale se fera sur le terrain. Le travail de la CGPME devra permettre l'aboutissement d'un projet opérationnel sur un territoire des conférences des maires" ;

DELIBERE

1° - Accepte les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Autorise :

a) - monsieur le président à signer la convention avec la CGPME pour le plan d'actions 2005-2006,

b) - le versement d'une subvention, pour l'année 2005, d'un montant de 55 000 €.

3° - La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif - exercice 2005 - compte 657 480.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,